



Paris, le 12 février 2016

La dégradation des conditions de vie au travail, l'absence de reconnaissance envers les agents, la perte du sens des missions et de la qualité des missions de la DGFIP n'a jamais été aussi inquiétante et vive que dans la période actuelle.

Les causes sont évidentes et connues : baisse continue des moyens humains et budgétaires de la DGFIP doublées d'un empilement de réformes et restructurations toutes guidées par le seul souci de réduction de la dépense publique au mépris des besoins des usagers et des conditions de travail des personnels.

C'est pour combattre cette régression que les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP ont appelé les agents des finances publiques à se mettre en grève le 26 janvier dernier. La mobilisation a été une fois de plus très significative et incomparablement plus élevée que dans les autres secteurs de la fonction Publique, témoignant ainsi d'un mécontentement persistant et durablement ancré au sein de la DGFIP.

Le DG se pose, lui, pour sa part en défenseur de notre direction, estimant qu'il n'y a pas d'alternative à ses choix en termes de restructurations, car le gouvernement n'envisage pas de modifier ses priorités en termes d'emplois et de moyens budgétaires.

La situation est grave : la DGFIP se vide rapidement de son sens alors qu'elle est socialement utile et économiquement rentable. D'autres choix sont nécessaires pour les missions de services publics dont la DGFIP a la responsabilité. C'est ce qu'exigent les organisations syndicales aujourd'hui dans l'action.

Dès lors, elles iront à la rencontre des agents et les appellent à se réunir pour :

- débattre des actions à mener pour défendre leurs droits, leurs emplois et leurs missions et obtenir la reconnaissance de leurs qualifications, en suivant l'exemple des agents de Vierzon,
- signer massivement la pétition pour demander la non application de tout système de rémunération modulable au « mérite », autrement dit à l'arbitraire, et exiger une revalorisation de leur régime indemnitaire,
- mettre en perspective une ou de nouvelles actions à la DGFIP » dès à présent et au printemps pour poursuivre le combat sur leurs revendications.

Les organisations Solidaires-Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP se réuniront de nouveau dans les semaines à venir pour proposer de nouvelles mobilisations.